

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Affaires économiques, le 21 mars 1995, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'autorisation des sociétés de gestion visées à l'article 65 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins", a donné le 27 mars 1995 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 21 maart 1995 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Economische Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de vergunning voor de vennootschappen voor het beheer van de rechten bedoeld in artikel 65 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten", heeft op 27 maart 1995 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée.

En l'occurrence, la demande d'avis est motivée dans les termes suivants :

"Les dispositions de la loi relative au droit d'auteur et aux droits voisins qui imposent des obligations aux sociétés de gestion des droits, notamment les articles 65 et 66, entreront en vigueur le 1er juillet 1995 conformément à l'article 92, § 7, 2°, de ladite loi. Si le projet d'arrêté royal mentionné en rubrique n'entre pas en vigueur avant cette date, les sociétés de gestion des droits risquent de se trouver dans une situation difficile. Les personnes auxquelles elles demanderont le paiement de droits, pourraient leur opposer qu'elles ne respectent pas les obligations prescrites par les articles 65 et suivants de la loi".

*

*

*

.../...

Examen du projet.Intitulé.

S'inspirant du chapitre VII de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, il faut écrire dans le texte français : "... sociétés de gestion des droits ...".

Préambule.

Le préambule doit être complété par le visa relatif à l'avis du Conseil d'Etat.

Proposant.

Il convient d'écrire : "Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice;".

Dispositif.Article 2.

1. La phrase introductive gagnerait à être exprimée de manière positive et serait, dès lors, rédigée comme suit :

.../...

"Art.2. L'autorisation ... est accordée aux sociétés de gestion ...".

Cette rédaction implique que l'énumération qui suit est limitative.

2. La section de législation n'aperçoit pas la raison pour laquelle, au premier tiret devenant 1^o, est visée la loi du 30 juin 1994 transposant en droit belge la directive européenne du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur.

Il convient de l'omettre, sauf si les auteurs du projet souhaitent maintenir cette mention pour une raison précise auquel cas cette mention doit être explicitée dans le rapport au Roi.

3. Le texte de l'article 2, deuxième tiret, devenant 2^o, n'excède pas les pouvoirs donnés au Roi par l'habilitation légale, dès lors que l'on entend l'expression "modalités d'octroi" qui est utilisée dans le texte français de l'article 67, alinéa 2, de la loi du 30 juin 1994 précitée comme signifiant "conditions d'octroi", cette signification étant admissible en raison du texte néerlandais de la loi qui utilise les mots "onder welke voorwaarden".

Cette interprétation du texte français est d'ailleurs conforme à la volonté du législateur telle

.../...

qu'elle est exprimée aux cours des travaux de la Commission de la justice de la Chambre.

Néanmoins, il convient que le Roi, comme Il a défini avec précision la notion d'honorabilité professionnelle requise, s'applique à définir celle de "l'expérience adéquate".

Article 5.

1. Au paragraphe 2, alinéa 1er, mieux vaut écrire :
"... l'autorisation est notifiée dans les six mois ...".

2. Selon l'article 67, alinéa 1er, de la loi du 30 juin 1994 précitée

"Les sociétés ... doivent être autorisées par le ministre qui a le droit d'auteur dans ses attributions à exercer leurs activités sur le territoire national",

et selon l'alinéa 4 :

"Le refus d'octroi de l'autorisation et le retrait de celle-ci doivent être motivés".

Le paragraphe 2, alinéa 2, en prévoyant qu'une décision d'octroi pourrait être implicite, déroge aux règles légales précitées ainsi qu'à la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

L'alinéa 2 doit être omis.

.../...

Article 6.

Au paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, les mots "du présent arrêté" doivent être omis.

Article 7.

On écrira : "sont notifiés" plutôt que "sont adressés".

Article 8.

La légalité de l'article 8, § 2, de l'arrêté en projet, si on en rapproche le terme - 1er juillet 1996 - du délai de six mois fixé à l'article 72, alinéa 2, de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, n'est pas établie par le commentaire qu'en donne le rapport au Roi annexé au projet d'arrêté soumis au Conseil d'Etat.

Le fonctionnaire délégué a fourni à ce propos les explications suivantes :

"Concernant l'article 72, il semble que l'autorisation de plein droit visée à l'alinéa 4 devra également être accordée aux sociétés de gestion qui introduiront une demande après le délai de six mois visé à l'alinéa 1er du même article. Le bénéfice de l'autorisation de plein droit n'est en effet subordonné qu'à la condition d'exercer une activité de gestion des droits depuis au moins trois ans avant l'entrée en vigueur de la loi.

.../...

L'article 8, § 2, du projet d'arrêté a pour but d'instaurer une période transitoire au profit des sociétés existantes au jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal. Si ces sociétés omettaient de demander une autorisation avant le 1er juillet 1995, les conséquences seraient, d'une part, l'irrecevabilité de l'action en cessation visée à l'article 87, § 1er et, d'autre part, sous réserve de l'interprétation des cours et tribunaux, une résolution du contrat d'adhésion ou de mandat donnée par les membres de la société à celle-ci".

L'interprétation qui tendrait à dissocier l'alinéa 4 de l'article 72, du régime transitoire déterminé dans les trois premiers alinéas de la même disposition - dont le bénéfice est subordonné au respect d'un délai de six mois à dater de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal présentement examiné - et qui permettrait aux sociétés visées à l'alinéa 4, de différer jusqu'au 1er juillet 1996 l'introduction de leur demande d'autorisation, n'est pas admissible.

Le régime transitoire est organisé par l'article 72 de la loi précitée. Il n'appartient pas au Roi d'y déroger.

Le paragraphe 2 doit, dès lors, être omis.

Observation finale.

Le texte néerlandais de certains articles est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, certaines propositions à ce sujet sont faites dans le présent avis.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden.

In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"Les dispositions de la loi relative au droit d'auteur et aux droits voisins qui imposent des obligations aux sociétés de gestion des droits, notamment les articles 65 et 66, entreront en vigueur le 1er juillet 1995 conformément à l'article 92, § 7, 2°, de ladite loi. Si le projet d'arrêté royal mentionné en rubrique n'entre pas en vigueur avant cette date, les sociétés de gestion des droits risquent de se trouver dans une situation difficile. Les personnes auxquelles elles demanderont le paiement de droits, pourraient leur opposer qu'elles ne respectent pas les obligations prescrites par les articles 65 et suivants de la loi".

*

* *

Onderzoek van het ontwerp.

Opschrift.

Naar het voorbeeld van hoofdstuk VII van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, schrijve men in de Franse tekst :

.../...

"... sociétés de gestion des droits ...".

Aanhef.

De aanhef moet worden aangevuld met de verwijzing naar het advies van de Raad van State.

Voordracht.

In de Franse tekst schrijve men : "Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice".

Bepalend gedeelte.

Artikel 2.

1. Het zou beter zijn de inleidende zin bevestigend te redigeren, zodat deze als volgt luidt :

"Art. 2. De vergunning ... wordt verleend aan de beheersvennootschappen ...".

Deze redactie heeft tot gevolg dat de erop volgende opsomming limitatief is.

2. Het is de afdeling wetgeving niet duidelijk waarom in het eerste streepje, dat onderdeel 1^o wordt,

.../...

verwezen wordt naar de wet van 30 juni 1994 houdende omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn van 14 mei 1991 betreffende de rechtsbescherming van computer-programma's.

Die verwijzing moet vervallen, tenzij de stellers van het ontwerp die vermelding om een bepaalde reden wensen te behouden; zo dat het geval is, moet die vermelding nader worden toegelicht in het verslag aan de Koning.

3. De tekst van artikel 2, tweede streepje, dat onderdeel 2^o wordt, gaat niet de bevoegdheid te buiten die de wettelijke machtiging aan de Koning verleent, wanneer onder de uitdrukking "modalités d'octroi", die voorkomt in de Franse tekst van artikel 67, tweede lid, van de voornoemde wet van 30 juni 1994, "conditions d'octroi" verstaan wordt. Deze betekenis is aanvaardbaar, daar in de Nederlandse tekst van de wet de woorden "onder welke voorwaarden" worden gebruikt.

Deze uitlegging van de Franse tekst is overigens in overeenstemming met de wil van de wetgever, zoals deze is te kennen gegeven in de parlementaire voorbereiding van de commissie voor de justitie van de Kamer.

Nochtans behoort de Koning een nauwkeurige begripsomschrijving te geven van de woorden "nodige ervaring", net zoals Hij met het begrip "vereiste professionele betrouwbaarheid" heeft gedaan.

.../...

Artikel 5.

1. In paragraaf 2, eerste lid, zou het beter zijn te schrijven : "§ 2. De beslissing tot weigering of tot toekenning van de vergunning wordt ter kennis gebracht binnen zes maanden ...".

2. Artikel 67, eerste lid, van de voornoemde wet van 30 juni 1994 bepaalt :

"Om op het nationale grondgebied werkzaam te kunnen zijn, moeten de ... vennootschappen een vergunning bezitten van de minister die bevoegd is voor het auteursrecht".

Het vierde lid van dat artikel luidt :

"Het weigeren en het intrekken van de vergunning moeten met redenen worden omkleed".

Door voor te schrijven dat een beslissing tot toekenning impliciet kan zijn, wijkt paragraaf 2, tweede lid, af van de voornoemde wetsbepalingen, alsmede van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

Het tweede lid moet vervallen.

.../...

Artikel 6.

In paragraaf 3, die het derde lid wordt, moeten de woorden "van dit besluit" vervallen.

Artikel 7.

Men schrijve "ter kennis gebracht" in plaats van "medegedeeld".

Artikel 8.

De commentaar die in het verslag aan de Koning, gevoegd bij het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp van besluit, omtrent artikel 8, § 2, van het ontworpen besluit wordt gegeven, toont niet aan dat de in die bepaling vastgestelde datum van 1 juli 1996 wettig is in het licht van de termijn van zes maanden vastgesteld in artikel 72, tweede lid, van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten.

In dat verband heeft de gemachtigde ambtenaar de volgende uitleg verstrekt :

"Concernant l'article 72, il semble que l'autorisation de plein droit visée à l'alinéa 4 devra également être accordée aux sociétés de gestion qui introduiront une demande après le délai de six mois visé à l'alinéa 1er du même article. Le bénéfice de l'autorisation de plein droit n'est en effet subordonné qu'à la condition d'exercer une activité de gestion des droits

.../...

depuis au moins trois ans avant l'entrée en vigueur de la loi.

L'article 8, § 2, du projet d'arrêté a pour but d'instaurer une période transitoire au profit des sociétés existantes au jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal. Si ces sociétés omettaient de demander une autorisation avant le 1er juillet 1995, les conséquences seraient, d'une part, l'irrecevabilité de l'action en cessation visée à l'article 87, § 1er et, d'autre part, sous réserve de l'interprétation des cours et tribunaux, une résolution du contrat d'adhésion ou de mandat donnée par les membres de la société à celle-ci".

De uitlegging waarbij artikel 72, vierde lid, als losstaande van de overgangsregeling omschreven in de eerste drie leden van dezelfde bepaling wordt beschouwd (een overgangsregeling waarvan slechts gebruik kan worden gemaakt mits een termijn van zes maanden, te rekenen van de inwerkingtreding van het thans onderzochte koninklijk besluit, in acht wordt genomen) en waardoor de in het vierde lid bedoelde vennootschappen de indiening van hun vergunningsaanvraag tot 1 juli 1996 kunnen uitstellen, kan niet worden aanvaard.

De overgangsregeling wordt voorgeschreven bij artikel 72 van de voornoemde wet. Het komt de Koning niet toe ervan af te wijken.

Derhalve moet paragraaf 2 vervallen.

.../...

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van sommige artikelen is voor verbetering vatbaar. Zo schrijve men in artikel 3, 3°, "... wegens soortgelijke strafbare feiten als die welke worden bedoeld in ...". In artikel 4, § 2, eerste lid, schrijve men "... bij hun vergunningsaanvraag de volgende ...". In punt 4 van die bepaling vervange men het woord "afgeleverd" door het woord "afgegeven". In artikel 4, § 3, schrijve men "aanvullende inlichtingen" in plaats van "bijkomende inlichtingen".

La chambre était composée de :

De kamer was samengesteld uit :

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

président de chambre,
kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. DE GAVRE,
P. GOTHOT,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame J. GIELISSEN,
Mevrouw

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. QUINTIN, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. QUINTIN, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.